



CÉSECÉM



LE CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL,
ENVIRONNEMENTAL, DE LA CULTURE
ET DE L'ÉDUCATION DE MARTINIQUE



COMMISSION AD-HOC
COVID-19

**THÈME 3 : CULTURE,
COMMUNICATION, ÉDUCATION**



Télécharger le document

SOMMAIRE

Valoriser l'expression et la pensée du collectif martiniquais.....	19
--	----

CULTURE	20
Présentation :.....	20
Constat	21
Aspects positifs :.....	21
Nos recommandations pour la culture	22

COMMUNICATION	23
Constats :.....	23
Aspects positifs :.....	23
Nos recommandations pour la communication.....	24

ÉDUCATION	25
Présentation :.....	25
Constats :.....	25
Aspects positifs :.....	25
Nos recommandations l'éducation	26

VALORISER L'EXPRESSION ET LA PENSÉE DU COLLECTIF MARTINIQUAIS

Le territoire martiniquais est soumis depuis quelques mois à une situation particulière que doivent affronter tous les secteurs d'activités, en lien avec l'identité collective, les échanges entre individus et structures, la circulation de l'information et la transmission des connaissances.

La crise sanitaire due à la pandémie du COVID 19 qui nous affecte comme le reste de la planète a ser-

vi de révélateur, à bien des égards, à de nombreux problèmes que notre territoire connaît et que la société martiniquaise affronte depuis des décennies.

A cet égard, notre champ d'analyse est multiple, et concerne la culture au sens large du terme, la communication et l'éducation.



Transversalités :

Le mixage des formes d'expression et de pensée crée des synergies nouvelles qui sont révélatrices des fractures générationnelles mais aussi d'une nécessité d'approfondir les débats qui nous agitent.

En 2019-2020, la Martinique est agitée par un débat identitaire qui interroge notre passé. L'histoire prend sa place dans ce contexte et constitue un espace dynamique d'échanges, et dialectiquement peut apporter du levain au bouillonnement artistique contestataire, des mutations profondes sont à prévoir.

Notre substrat historique, par les lieux et éléments représentatifs de notre passé, est établi comme espace d'accueil pour la population (comme les visiteurs) ou d'inspiration pour nos créateurs. La création d'œuvres martiniquaises dans l'espace public prend en compte nos valeurs et notre histoire. Ce corpus est interrogé dorénavant avec force par les nouvelles générations, à la faveur d'actions liées à de nouvelles interprétations de l'histoire de Martinique, créant un choc culturel et un débat global sur la mémoire et l'identité martiniquaise qui profite des facilités des nouveaux médias.

Bien avant la crise sanitaire, les évolutions des technologies et pratiques du numérique ont servi de

tremplin à l'étude des nouveaux usages et des potentialités du secteur. Le numérique est largement représenté dans tous les aspects du champ culturel, comme moyen, système d'information, dispositif de mise en relation, valorisation des ressources, outil de création. En cumulant ces caractéristiques, on peut considérer que le numérique est un atout spécifique pour la culture, permettant par exemple de généraliser notre catalogue de visites virtuelles à distance ou in situ, les reconstitutions 3d, de manière à permettre à nos créateurs de travailler conjointement avec nos techniciens à la réalisation de moyens pour dynamiser le secteur.

La transversalité touche donc au tourisme, puisque la synergie s'appuie sur l'interdépendance entre les deux domaines d'activités.

Il est apparu nécessaire d'intégrer la question du sport à la réflexion, car l'activité sportive, en particulier, par son intégration à notre habitus, les pratiques issues de nos traditions, et la position du sport comme agrégateur social, constituent à tous égards un espace qui anime notre expression collective martiniquaise.



PRÉSENTATION :

Le fait culturel martiniquais a évolué, entre aliénation post-coloniale favorisant un alignement sur le modèle hexagonal, et valorisation de notre identité collective, grâce à des actions de militants et de penseurs, à l'image de Anka Bertrand ou de Khokho René-Corail. Cette situation a été particulièrement intense durant les années 1971-1975, par la cristallisation de la politique culturelle initiée par Aimé Césaire en créant le festival culturel de Fort-de-France avec Jean-Marie Serreau et Ti Emile, suivie du lancement d'une action culturelle permanente, confiée en août 1974 à Yv-Mari Séraline, en préfiguration du Sermac. Dans le même temps, le gouvernement français mettait en place une Mission d'Action Culturelle qui deviendra le CMAC, évoluant par la suite en faveur de la production locale et régionale, avec sa première responsable Fanny Auguiac recrutée en Martinique.

La stratégie des acteurs de la culture endogène à la Martinique, se démarquant de la démarche étatique, a généré une dynamique de conscientisation. Les luttes et les avancées de la pensée culturelle, ont ainsi favorisé l'éclosion de mouvements artistiques comme « Fromaje », créé par les plasticiens Anicet, Nivor et Louise, et le positionnement de certains médias ou journalistes, observateurs du fait culturel depuis ces années 70.

Le Conseil Général, puis la Région, et aujourd'hui la Collectivité Territoriale de Martinique, ont soutenu le secteur culturel avec leurs moyens propres et prérogatives, différentes de la DAC (Direction des Affaires Culturelles, émanation de l'Etat). Ainsi, l'évolution du centre culturel principal l'Atrium, intégré au réseau « Scène Nationale » français, participe d'un engagement effectif pour la production locale. Avec les initiatives des collectivités (services culturels et salles municipales, événements intercommunaux des EPCI) et d'entrepreneurs privées (lieux de spectacles, galeries, fondations) nous disposons d'un maillage territorial qui permet d'évaluer les capacités de notre secteur et de souligner les discordances ou inégalités territoriales et fonctionnelles.

Il faut souligner que l'activité touristique a constitué progressivement un espace de débouchés pour la production culturelle, depuis la création du Grand Ballet Martinique de Loulou Boislaville, tout comme les milieux éducatifs. Musiciens, ballets, décorateurs et plasticiens, ont certes été mis à contribution, mais sans approche globale et raisonnée.

CONSTAT

La crise sanitaire, avec son cortège de difficultés, interdictions de rassemblements et autres restrictions, mais aussi l'arrêt de la présence de visiteurs sur le territoire, pour qui l'attractivité culturelle est un atout, a entraîné :

- Un arrêt brutal de toutes activités à partir de la période suivant immédiatement le carnaval de février, privant les lieux de diffusion de présenter le travail des artistes et de générer des recettes, impactant par ailleurs des activités connexes
- L'assèchement important des flux financiers, notamment par la commande publique toutes structures concernées, permettant par des achats ou des subventions en faveur des acteurs et opérateurs, la survie du secteur
- Des difficultés spécifiques pour les professionnels, intermittents du spectacle
- L'impossibilité de satisfaire les droits imprescriptibles d'une population à exprimer son identité culturelle et à connaître les satisfactions du partage avec les artistes
- La coupure du lien avec notre environnement patrimonial, par l'impossibilité de se rendre sur les lieux
- Compte tenu de la situation des milieux éducatifs, la suspension brutale des arts à l'école, avec le concours des animateurs, médiateurs et artistes du dispositif.
- Il est utile de souligner que notre vulnérabilité insulaire est aussi culturelle, si l'on tient compte de la déperdition des valeurs résultant de l'impact des courants culturels dominants, en provenance de l'étranger, entraînant notamment pour la musique un glissement progressif vers une forme d'aliénation artistique, indépendamment du talent et de la créativité de la nouvelle génération qui peut s'affranchir de toute forme imposée.

ASPECTS POSITIFS :

L'appréciation de la situation permet malgré tout de faire ressortir que le domaine de la culture et du patrimoine est une réalité. Il représente aujourd'hui un potentiel visible à partir du maillage des acteurs et opérateurs, les indéniables talents et savoir faire technique, la valeur de nos œuvres stockées ou actuelles constituant une ressource

importante bien qu'insuffisamment exploitée : arts plastiques, mémoire musicale, répertoire théâtral, cinémathèque permanente, etc. Les résultats de nos prestations et délégations culturelles ou artistiques dans les festivals régionaux ou sur d'autres continents, depuis 10 à 20 ans sont révélateurs de notre potentiel sur la scène mondiale.





Nos recommandations pour la culture :

1. Du point de la vue de la pensée, il est indispensable de fortifier le courant général de retour à nos valeurs profondes, polymorphes , nous ancrant dans une nouvelle civilisation et son espace régional interculturel.
2. Elaborer une stratégie de valorisation de nos talents en vue d'une reconnaissance internationale.
3. Adopter une amélioration locale de la situation des intermittents du spectacle
4. Relancer un programme de création et d'amélioration des espaces d'accueil, de production et de diffusion culturelle et artistique (galeries, studios...).
5. Mettre en place un système favorable à la relance : suppression des charges sociales au moins sur un an, fiscalité aménagée sur 3 ans.
6. Réduire les retards de versements de subvention aux acteurs et opérateurs culturels, car ils alimentent l'économie du territoire. Solliciter les dispositifs de l'économie sociale et solidaire ESS, pour favoriser la création de coopératives culturelles (lieux, acteurs)
7. Consolider les rendez-vous populaires : carnaval, rondes du milieu bèlè, rebotes de Noël, choualbwa, etc.
8. Créer un fonds spécifique pour le support de festivals labellisés existants, et réfléchir à un projet collectif valorisant pour la vitrine artistique et culturelle de la Martinique, comme un festival impliquant collectivement le territoire
9. Elaborer une harmonisation générale de la signalétique patrimoniale sur le territoire.
10. Concrétiser certains projets ayant fait l'objet d'une réflexion au sein des collectivités ou des associations œuvrant pour l'intérêt général : signalétique patrimoniale, galerie des figures historiques martiniquaises (cap nord) , valorisation des danses traditionnelles (ronde bèlè), etc...
11. Proposer une réflexion par secteur (annexe, exemple de projet pour la musique)
12. Harmoniser les actions de formation artistiques et culturelles (centres de formation accrédités, enseignement supérieur, lycées) en vue de répondre aux promesses du marché (débouchés)



COMMUNICATION

L'analyse du champ de la communication pourrait s'élargir à la situation générale en Martinique qui est marquée depuis 2019 par une déflagration généralisée : disparition du quotidien local sur son modèle historique et recomposition de son activité, faiblesse accrue de la presse écrite, fragilité des radios associatives, recomposition du paysage audiovisuel, avec une nouvelle répartition des fréquences hertziennes, des alliances économiques, et plus récemment, la création du portail de télévision ultramarines.

Par ailleurs, on observe la mutation de la communication numérique par la multiplication des acteurs, à travers des prolongements numériques des organes de presse du territoire, et la création de nouveaux médias pour l'internet, dont certains font quasiment jeu égal avec les entreprises historiques du secteur, en termes d'impact, malgré les handicaps financiers et les disparités techniques entre les acteurs du secteur.



CONSTATS :

L'irruption de la pandémie dans notre vie a provoqué une prise en compte de la situation qui a donc montré les faiblesses et défaillances du système global. La communication publique notamment a été particulièrement en difficulté, par manque d'anticipation et de concertation avec les forces vives du secteur. Le domaine privé a été encore plus impacté, puisque les sources de financement et de vente d'espaces ou de produits ont considérablement diminué dans le même temps.

À chacune des étapes pandémiques, fournir de l'information précise, véridique, factuelle et actualisée

peut contribuer à protéger la santé, à sauver des vies et à minimiser les perturbations tant sociales qu'économiques.

Par ailleurs, cette séquence historique nous rappelle que les médias sociaux jouent un rôle de plus en plus important dans la façon dont la population perçoit le risque. D'où l'importance d'une communication transparente et cohérente, présentée par des sources de confiance.

ASPECTS POSITIFS :

Les mesures de quarantaine ont constitué une aubaine inattendue pour l'économie numérique et la communication digitale. Les plateformes de e-commerce, de télétravail, d'enseignement à distance ou encore de jeux vidéo et de streaming s'imposent auprès de tous.tes, augmentant l'emprise des GAFAs et de leur colonialité sur notre quotidien.

Paradoxalement, les TIC, et les opérateurs privés qui les régissent, accroissent corrélativement leurs effets négatifs sur la nature (augmentation des pol-

lutions liées à l'industrie numérique) et sur la hiérarchie sociale (inégalités d'accès, d'équipement, de formation, de capitalisation...).

La période de confinement, et le moment actuel ont été l'occasion de constater les capacités d'innovation et l'inventivité des individus, associations et regroupements spontanés de citoyens, dont les actions ont fait l'objet d'un partage généralisé et d'une prise en compte des médias.



Nos recommandations pour la communication :



En dépit d'une nécessaire diversité, mais en évitant la déperdition de l'information (surcharge et redondance des canaux de diffusion/transmission), et des dépenses non maîtrisées, nous proposons un ensemble d'actions qui nécessitent un partenariat public-privé, et surtout une activation/renforcement de la commande publique dans ce domaine :

13. Construire un plan de communication partagé entre l'Etat et les collectivités
14. Harmoniser les campagnes avec le concours d'un pool de communicants, artistes et pédagogues, chargés de traduire les recommandations et directives des pouvoirs publics et des scientifiques. Les artistes pourront être mis à contribution de manière formelle, avec des commandes spécifiques auprès du secteur. Les codes doivent être questionnés : utilisation du créole dans les campagnes, importance des images, notamment pour les enfants (ex. bande dessinée et dessin animés originaux permettant d'aborder la question de l'épidémie, mais surtout visant à proposer des modèles de comportements aux enfants et aux jeunes face aux crises en général)
15. Etudier la possibilité d'associer les opérateurs pour s'appuyer au maximum sur les télécommunications afin de coordonner les campagnes harmonisées d'information sur les thématiques
16. Impliquer à la rentrée (ou avant) les étudiants en communication (et disciplines associés) pour accompagner les campagnes et produire du contenu et des supports
17. Renforcer et nourrir les plate-formes de cartographie dynamique des initiatives comme celle du CÉSECÉM : « penserlamartinique.org » afin de garantir la fiabilité des sources et une homogénéité dans la communication à destination du public.
18. La dématérialisation généralisée s'étant intensifiée avec le confinement, accompagner cette évolution au sein de la population, puisque l'après crise devra s'appuyer sur certaines avancées pour l'adaptation aux nouveaux usages imposés par la situation, en tenant compte des interrogations quant à la protection de la vie privée. Les formations au numérique (condition d'accès, niveau etc.) pourraient également faire l'objet d'une cartographie précise, compte tenu des nécessités pratiques et des relations numériques actuelles.
19. Impulser la mise en place des brigades d'experts ou médiateurs numériques associant les ressources de la CTM et de Martinique Digitale
20. Il y a, par ailleurs, urgence à étendre la communication sur les risques psycho-sociaux liés à la distanciation, à la surinformation anxiogène, de même que les mesures d'accompagnement des plus vulnérables.
21. Développer le recours aux outils numériques peut constituer une opportunité de recréer un cadre modernisé du dialogue social : recours à la visio-conférence entre syndicats et adhérents, référendum numérique, réseaux sociaux d'entreprises, pétitions en ligne...
22. Elaborer une « Charte territoriale du télétravail » dans la concertation, afin de conforter un modèle d'organisation préservant le lien social et interpersonnel.

PRÉSENTATION :

Comme les autres secteurs, l'éducation globale est impactée par la crise. L'analyse de la situation permet de mettre l'accent avec précision sur les problèmes posés, marqués par une déperdition globale du temps scolaire, commencée bien avant la crise sanitaire, suite aux arrêts de travail des personnels des établissements éducatifs.

Quelques chiffres :

La grande partie des élèves en situation de difficulté se trouve dans le Nord Atlantique.

30% des élèves arrivant en 6^{ème} ont de grande difficulté de lecture contre **6 %** à Paris.

Nous avons un écart de **10 points** pour le taux de réussite au bac au premier tour par rapport aux résultats nationaux.

Malgré toutes les mesures Nationales ou académiques le ministère de l'Éducation Nationale

estime que près de depuis la crise, **25 %** des élèves ont très peu à pas du tout de contact avec l'institution dans les Académies insulaires, alors que ce taux est **5 à 8 %** dans les autres Académies et considère qu'un taux de **5 %** représente un danger pour la Nation. Ces 25 % représentent 15 120 élèves en Martinique.

19 semaines sur 31 ont été perturbées soit 61 % à ce jour sans reprise ce sera, 25 semaines sur 36 soit 69 %.

CONSTATS :

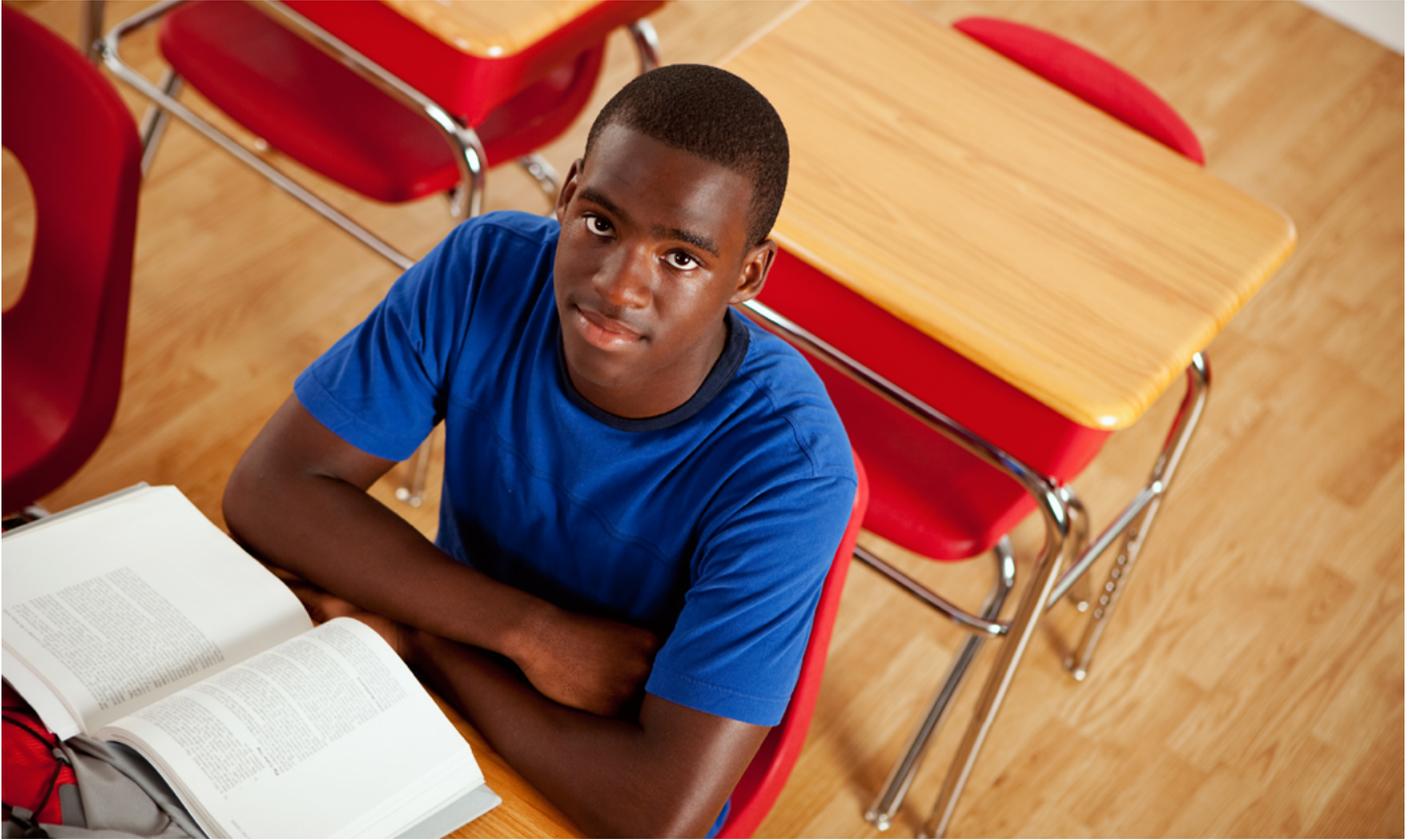
- Apparition de dégâts collatéraux chez les enfants, pour les familles, de l'importance sociale (repas, accompagnement ou substitution des parents, activités périscolaires...)
- Le recours aux moyens numériques entraînant une adaptation pédagogique forcée, la dématérialisation de l'enseignement, les atteintes aux rythmes biologiques de l'enfant avec leur cortège de difficultés psychosociales, mais aussi des inégalités en fonction de l'origine sociale et des contingences des élèves.
- Questionnement sur la validation des connaissances des apprenants à tous les niveaux
- Le rôle décisif du politique dans la gestion de la situation du milieu éducatif
- Les difficultés prévisibles pour l'insertion des sortants du cycle scolaire ou supérieur (cf. problèmes des apprentis sans solutions d'alternance) et pour l'employabilité des diplômés
- Les menaces sur l'éducation globale ramènent à l'augmentation de l'inégalité des chances, et les risques les populations des quartiers éloignés des moyens logistiques et sociaux.
- Autour de l'éducation, sont concernés les secteurs du transport, de l'alimentation, les prestataires culturels et de services, les équipementiers... Cette crise met aussi en évidence les difficultés organisationnelles de notre Territoire sur ce plan.
- Si une famille ne dispose pas avant la crise des équipements numériques tels que, ordinateur, imprimante, scanner, smartphone, internet il lui sera impossible d'en faire l'acquisition et de maîtriser l'usage durant la crise. Beaucoup de parents n'utilisent pas Pronote, ou le lien numérique. Les infrastructures numériques ne sont pas dimensionnées pour cette situation, et le territoire est doté de manière hétérogène.

ASPECTS POSITIFS :

- Une intense réflexion sur le modèle éducatif est en train de s'élaborer au sein de notre société
- Conséquences et impact sur les dispositifs de formation continue, importance du e-learning, place grandissante d'une expertise améliorée et du contrôle qualité.



Nos recommandations pour l'éducation :



Court terme :

- 23.** Élaborer un plan d'action avec les collectivités et l'Académie pour garantir :
 - Le suivi régulier pédagogique des élèves
 - Le suivi des familles (collectivités)
 - Former les parents au numérique, lancer un plan d'équipement
 - Garantir l'équité nationale face à l'évaluation continue
- 24.** Renforcer les équipes éducatives, pas de suppression de postes ni dans le primaire ni dans le secondaire (plan de rattrapage)
- 25.** Établir un plan de rattrapage pluriannuel pour l'ensemble des élèves (rentrée 2020)
- 26.** Mettre en place une année spéciale pour les étudiants n'ayant pu obtenir une solution universitaire
- 27.** Établir au niveau académique un indicateur public des heures perdues

A moyen terme :

- 28. Établir un projet Éducatif Martiniquais, initié rapidement par les assises de l'éducation
- 29. Modifier la gestion des établissements scolaires (il devra y avoir une permanence d'entretien, préservation des équipements, modernisation)
- 30. Conforter ou établir un plan pluriannuel de réduction des inégalités sociales
- 31. Réduire les inégalités sociales en fournissant un PC ou tablette aux élèves et étudiants éligibles

A long terme :



- 32. Elaborer un véritable réseau numérique Martiniquais en s'appuyant sur les réseaux éducatifs et de connaissance, Canopé et Manioc (Université Antillaise)
- 33. Diminuer le taux par 4 des élèves en difficulté de lecture (avec une évaluation par audit)

Pour mémoire, le point de vue de l'Unesco, dans le contexte de la pandémie

- Interruption de l'apprentissage
- Alimentation
- Manque de préparation des parents à l'enseignement à distance et à domicile
- Inégalité d'accès aux portails d'apprentissage numérique
- Lacunes en matière de garde d'enfants :
- Coûts économiques élevés
- Incidence mécanique sur le système de santé :
- Pression accrue sur les établissements scolaires qui restent ouverts
- Tendance à l'augmentation des taux de décrochage scolaire



CÉSECÉM



LE CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL,
ENVIRONNEMENTAL, DE LA CULTURE
ET DE L'ÉDUCATION DE MARTINIQUE

